

Medvedev, digne successeur de Poutine

samedi 15 mars 2008, par [BUDRAITSKIS Ilya](#) (Date de rédaction antérieure : 12 février 2008).

L'élection de Dmitri Medvedev à la présidence de la Fédération de Russie assure la reconduction d'un régime autoritaire et d'une politique économique néolibérale qui renforce les inégalités.

De Moscou,

Le résultat de l'élection présidentielle russe n'a pas surpris grand monde. Ces derniers mois, Dmitri Medvedev n'a cessé d'apparaître sur les chaînes de télévision et de faire la une des journaux, en prenant la parole comme s'il était déjà le dirigeant du pays, sans qu'aucune alternative puisse distinctement faire entendre sa voix.

Les prétendus rivaux de Dmitri Medvedev – le dirigeant du Parti communiste, Guennadi Ziouganov, le populiste d'extrême droite, Vladimir Jirinovski, et un parfait inconnu, le centriste Andreï Bogdanov – ont mollement débattu entre eux au cours de débats télévisés auxquels Medvedev a toujours refusé de participer. Connaissant à l'avance le dénouement des élections, aucun des candidats n'a sérieusement mené une campagne susceptible d'attirer l'attention.

Les vrais débats se sont principalement concentrés non pas sur les chances de l'emporter des autres candidats, que personne ne prenait au sérieux, mais sur la manière de considérer l'orientation que donnera Medvedev à sa politique. Une semaine avant les élections, le successeur de Poutine a pris la parole, au forum économique de Krasnoïarsk, devant des chefs d'entreprises représentant les secteurs clés du capitalisme russe. Dans son discours, il leur a fait part de son programme libéral, achevé, et décomplexé, à faire pâlir d'envie Sarkozy. Medvedev s'est fixé comme objectifs prioritaires d'inculquer le « *respect envers la propriété privée* », de conduire à terme la réforme des retraites, et d'achever la privatisation des services de la santé publique et de l'éducation.

De ce point de vue, le nouveau président est bel et bien le digne successeur de Vladimir Poutine. C'est en effet sous les deux derniers mandats de Poutine qu'ont été adoptés un code immobilier permettant la privatisation des logements municipaux, un code du travail restreignant les droits des salariés et toute une série de lois qui ont sapé le système d'acquis sociaux existant. Tirant profit d'une conjoncture économique favorable, et, avant tout, des prix avantageux du pétrole et du gaz, la classe dirigeante de la Russie a créé une véritable « réserve » dévolue au libéralisme : des dépenses sociales réduites au minimum, des possibilités illimitées de privatiser les biens de l'État, la prédominance des contrats de travail à durée déterminée.

Cette orientation économique néolibérale trouve son corollaire dans un régime autoritaire qui réduit les institutions démocratiques à un fatras de formalités creuses où l'espace dévolu à la protestation politique et sociale est en butte à une pression permanente de plus en plus étouffante. En même temps, la croissance importante de l'économie russe, qui s'est traduite par une augmentation des revenus de la population, a permis à l'élite au pouvoir d'obtenir un consensus social particulier. La majorité des citoyens du pays sont prêts à se satisfaire du régime existant parce qu'ils redoutent le retour à l'instabilité et à la misère des années 1990. C'est dans la comparaison permanente entre la

Russie d'aujourd'hui et celle de l'époque d'Eltsine que la propagande puise son argument d'autorité.

Fragilité économique

Cependant, cette « stabilité » poutinienne repose sur des bases très fragiles. Le capitalisme russe sert de réserve au marché mondial par l'exportation de ses matières premières et se trouve ainsi complètement dépendant du cours du dollar. Il commence donc à ressentir les conséquences de la crise financière. Celle-ci s'est déjà manifestée par une inflation galopante (11 % en 2007) que le gouvernement s'efforce de juguler en restreignant l'augmentation des salaires.

L'ulcère qui ronge la société russe, ce sont les inégalités sociales criantes qui ne cessent de se creuser. Elles s'accompagnent du développement d'une lutte de classe menée par les salariés. Ainsi, en un an, dans une série d'entreprises, ont eu lieu des grèves importantes pour l'augmentation des salaires. Alors qu'un syndicalisme combatif se développe et que des mouvements sociaux se multiplient, ceux-ci ne trouvent pas encore d'expression politique. En effet, toutes les forces politiques, y compris celles qui s'opposent à Poutine et Medvedev, n'expriment que les intérêts des différentes cliques affairistes et de la bureaucratie, et elles sont incapables d'offrir une réelle alternative au néolibéralisme triomphant. Cela concerne également le Parti communiste de Guennadi Ziouganov, de plus en plus esclave des compromis consentis dans les coulisses avec l'administration présidentielle. De nombreux militants de base du Parti communiste quittent ses rangs, déçus par l'esprit de conciliation et la veulerie de sa direction. L'ordre du jour est aujourd'hui à la mise en avant de la création d'une force politique, créée par la base, par les travailleurs eux-mêmes, qui se montrera capable d'organiser une riposte.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2243 du 13/03/2008.